

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE



DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE CAROMB N°2022-CM-11/07-20

L'an deux mille Vingt-deux, le Lundi 11 Juillet à 18 heures 30, le Conseil Municipal de la Ville de CAROMB, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans la salle du Conseil Municipal, en session ordinaire et sous la présidence de Madame Valérie MICHELIER, Maire.

Date de convocation : 7 juillet 2022

Nombre de membres élus : 23

Nombre de membres convoqués : 23

Présents : (15) MICHELIER Valérie. METZGER Olivier. FROGER-DROZ Daisy. BRAQUET Jean-Pierre. BONNAVENTURE Richard. AGNELLI Eva. BELLENGER Elisabeth. MICHELIER Pierre. ENDERLIN François. MARCELLIN Valérie. JAUME François. BRUN Jean-Pierre. MORARD Christian. MEYNARD Delphine. VANDENBERGHE RICHARD Séverine.

Absents ayant donné procuration (6) : MASSONNET Christine (procuration à MICHELIER Valérie). BOULON Marc (procuration à MICHELIER Pierre). MONTAGARD Monique (procuration à BONNAVENTURE Richard). BONNAVENTURE Magali (procuration à BELLENGER Elisabeth). AUGIER Magali (procuration à METZGER Olivier). DAUTEL Gilles (procuration à MORARD Christian).

Absent excusé :(1) : DAVID-MESSILLIER Patrick.

Absent (1) : LANTENOIS Geoffrey.

Assistait également à la réunion : Mme Catherine PIHOUE, Directrice Générale des Services.

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE VAUCLUSE

(CDG84)

RAPPORT D'ACTIVITE – ANNEE 2021

Madame le Maire, rapporteur, expose à l'assemblée :

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Vaucluse (CDG84), dont la Ville de Caromb est membre, nous a fait parvenir son rapport d'activité pour l'année 2021.

Ce rapport, annexé à la présente délibération, est porté à la connaissance du conseil municipal.

**Le Conseil Municipal, entendu l'exposé du rapporteur,
après en avoir délibéré**

DECIDE

- D'approuver le rapport d'activité du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Vaucluse (CDG84) pour l'année 2021, tel que joint en annexe.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus,
Pour expédition certifiée conforme,
à Caromb, transmise et publiée le 18 juillet 2022

Le Secrétaire de Séance



Séverine VANDENBERGHE-RICHARD

Le Maire,

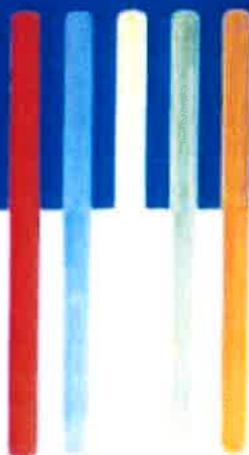


Valérie MICHELIER



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2021

SERVICES DU CENTRE
DE GESTION DE VAUCLUSE



NOTRE EXPERTISE RH
AU SERVICE
DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES





MOT DU PRÉSIDENT

Ce rapport souligne l'attachement singulièrement marqué des services du CDG 84 pour la réalisation des missions tant obligatoires que facultatives. A cette occasion, je tiens à remercier l'ensemble des collaborateurs pour la qualité de leur travail et leur implication, mais aussi les élus membres du Conseil d'Administration pour leur participation aux nombreuses réunions de l'Administration, les décisions prises pour assurer le bon fonctionnement de l'association et leur volonté de faire du Centre de Gestion un partenaire incontournable des collectivités.

Notre volonté est d'apporter des réponses adaptées aux besoins de nos territoires en développant un conseil en Ressources Humaines pour que l'action publique soit réalisée sereinement.

L'année 2021 a été encore marquée par un contexte sanitaire difficile mais c'est aussi l'année de la révolution de la Fonction publique territoriale.

Je vous invite à prendre connaissance de notre bilan et de nos principales actions.

En 2022, le CDG 84 poursuit son action à vos côtés afin de répondre au mieux à vos préoccupations.

Stéphane L'AMBERT



BIENTOT SUR LE SITE DU CDG 84

UNE EXTENSION DU BÂTIMENT REGROUPANT LE PÔLE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL ET AMÉNAGEMENT DES LOCAUX

Prévue en 2023, cette extension permettra d'accueillir les agents des deux pôles constituant la direction Santé et Sécurité au travail et proposer une démarche globale « Santé et Sécurité aux collectivités territoriales. Le bâtiment accueillera les services Prévention, Médecine du travail et Conseil Médical.

CARRIÈRES JURIDIQUE

CONSEIL STATUTAIRE

1622 questions traitées
12 actu-statuts

GESTION DES CARRIÈRES

10 753 actes créés sur le logiciel AGIRHE

RETRAITES

**522 dossiers traités, tous types confondus
(772 dossier en 2020).**

141 départs à la retraite (dont 34 consolidés, 3 pensions de réversion et 20 pensions d'invalidité)

38 estimations de retraite

22 Accompagnements Personnalisés Retraite (APR)

26 avis préalables

3 dossiers de rétablissement auprès de la sécurité sociale et de l'ircantec

265 carrières consolidées (Qualification des Comptes Individuels Retraite) concernant les agents nés entre 1961 et 1967

27 carrières suivies (CIR)

PAIE DES COLLECTIVITÉS ET CALCUL DE L'ALLOCATION DE RETOUR À L'EMPLOI

2025 bulletins de paie préparés pour 7 collectivités adhérentes au service paye

25 calculs de droit à l'allocation de retour à l'emploi

ASSURANCE STATUTAIRE : RENOUVELLEMENT DU CONTRAT GROUPE

117 collectivités adhérentes au contrat groupe représentant 4 225 agents CNRACL et 685 agents IRCANTEC

25 contre-visites

302 expertises

41 actions de soutien psychologique

Ce contrat, souscrit en capitalisation, a pris effet au 1^{er} janvier 2022 pour une durée de 4 ans.

Les collectivités et établissements publics ayant moins de 30 agents CNRACL peuvent rejoindre le contrat-groupe à tout moment entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2025.

CONSEILS DE DISCIPLINE

2 conseils de discipline en catégorie A (1 fonctionnaire et 1 contractuel)

1 conseil de discipline en catégorie B

19 conseils de discipline en catégorie C (17 fonctionnaires et 2 contractuels)

CAP

6 saisines des CAP - Réunion de commission d'étus pour la promotion interne A, B et C.

342 dossiers de promotion interne ont été présentés (83 inscrits sur liste d'aptitude).

Le détail des agents inscrits sur liste d'aptitude est comme suit :

54 agents de maîtrise sans examen professionnel

2 agents de maîtrise avec examen professionnel

1 animateur

11 attachés

2 ingénieurs

4 rédacteurs ppol de 2^{ème} classe

6 rédacteurs

3 Techniciens

CCP

2 saisines des CCP (1 dossier CCP B, 1 dossier CCP C)

COMITÉ TECHNIQUE

Dématérialisation des saisines avec le logiciel AGIRHE

610 saisines du comité technique dont :

24 dossiers Hygiène et sécurité

117 dossiers relatifs à l'organisation des services

302 dossiers relatifs au fonctionnement général des collectivités dont 86 dossiers pour le passage au 1607 heures

16 dossiers pour la mise en place du télétravail

144 dossiers pour les lignes directrices de gestion

2 dossiers pour le plan égalité professionnelle homme/femme

5 dossiers concernant le dispositif de signalement des violences, harcèlements ...



EMPLOI CONCOURS

Après une année 2020 marquée par la situation sanitaire et le report de certaines épreuves, l'activité normale de l'organisation des concours et examens a pu reprendre en 2021.

Mission obligatoire des Centre de Gestion, l'organisation des concours et examens représente l'étape préalable permettant l'accès aux emplois de la FPT d'une part et aux lauréats d'examens professionnels d'évoluer dans leur carrière, d'autre part.

En 2021, le CDG a organisé 3 concours : technicien territorial, technicien principal de 2^{ème} classe et Médecin de 2ème classe.

8 examens professionnels se sont également déroulés sur cette année 2021 : Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, ETAPS principal 1ère classe, Technicien principal 1^{ère} classe spécialités Espaces Verts et Naturels et Réseaux Voirie et Infrastructures, Technicien principal 2^{ème} classe - AG et PI spécialités Espaces Verts et Naturels et Réseaux Voirie et Infrastructures.

Au total, ce sont 729 candidats inscrits aux épreuves pour 446 présents. Le taux d'absentéisme à l'écrit pour les concours s'élève à 42,79 % et à 14,95% pour les examens.

2021 : OUVERTURE D'UNE PLATEFORME UNIQUE NATIONALE D'INSCRIPTION

La loi de transformation de la Fonction Publique du 6 août 2019 et le décret n°2021-376 du 31 mars 2021 interdit les multi-inscriptions aux concours afin de réduire l'absentéisme et faciliter la mise en relation des candidats avec les autorités organisatrices. Pour garantir l'effectivité de cette nouvelle disposition, un site unique d'inscription au niveau national a été développé par le groupement d'intérêt public (GIP) informatique des centres de gestion : www.concours-territorial.fr

Ce portail national constitue désormais le point d'entrée à toute préinscription à un concours ou examen professionnel, sans pour autant se substituer aux sites des CDG organisateurs. Toutes les sessions organisées par les CDG y sont référencées.

ZOOM SUR LE RAPPORT SOCIAL UNIQUE : 75 % DE RETOURS

Le rapport social unique est venu se substituer au bilan social au 1^{er} janvier 2021. Véritable outil RH pour les collectivités et grâce à l'application « données sociales », 168 RSU ont été validés pour notre département soit un taux de collecte égal à 75%.

CONSEIL EN ORGANISATION

6 accompagnements de collectivités réalisés : RIFSEEP, temps de travail, Fiches de Poste, gestion de conflits, réorganisation de service.

ASSISTANCE AUX REMPLACEMENTS

21 demandes ont été satisfaites, surtout en ressources humaines, Etat civil, Finances, Urbanisme et remplacement des secrétaires de mairie.

ZOOM SUR LA MISE EN PLACE DES 1 607 H

Le CDG84 a mis à disposition des collectivités des outils d'aide à l'élaboration des protocoles du temps de travail.

Au total ce sont 14 ateliers qui ont eu lieu en Visio-conférence.

Au cours de cette année 2021, les pôles carrières juridiques et emploi-concours se sont mobilisés au plus près des collectivités pour répondre à l'ensemble des questions et pour la réalisation de documents conformes à la réglementation.

Au total, ce sont :

90% des collectivités et établissements publics ont mis en place leur LDG,

90% des collectivités sont en conformité avec les 1607 h,

78% des collectivités et établissements publics ont mis en place le RIFSEEP.

CYCLES DE FORMATION AUX MÉTIERS TERRITORIAUX EN PARTENARIAT AVEC PÔLE EMPLOI

2 sessions en Mars et en Octobre en 2021, soit 24 stagiaires au total. Retour à l'emploi très positif dans les 6 mois qui suivent la formation : 22 / 24 en poste dans les collectivités du Vaucluse (2 stagiarisations, 8 contrats PEC à 35 H, 12 contrats de droit public > 6 mois).

BILANS PROFESSIONNELS

6 bilans réalisés auprès de communes et /ou établissements publics.

COACHING

2 coachings individuels de managers en établissement public.

PRESTATION D'AIDE AU RECRUTEMENT

9 missions d'appui aux recrutements :

2 DGS de collectivité, (Fontaine de Vse, Cabrières)

1 DSI, (SDIS)

1 adjoint au DSI, (SDIS)

1 référent Hygiène et Sécurité, (SDIS)

1 adjoint technique, (Vacqueyras)

3 secrétaires de mairie de petites communes (Vitrolles en Lubéron, St Hippolyte de Graveron, Les Tallades)

BOURSE DE L'EMPLOI

2390 DVE enregistrées, 1025 offres d'emploi pour 834 décisions de recrutement. Profils enregistrés sur la bourse de l'emploi de la plateforme emploi territorial : 265

PÔLE SANTÉ SÉCURITÉ AU TRAVAIL

■ INSTANCES MEDICALES

11 REUNIONS DE LA COMMISSION DE REFORME

- 132 saisines des collectivités affiliées
- 221 saisines des collectivités non affiliées

11 REUNIONS DU COMITE MEDICAL

- 453 saisines des collectivités affiliées
- 434 saisines des collectivités non affiliées

■ MÉDECINE PRÉVENTIVE

- 37 collectivités adhérentes
- 4 349 visites médicales réalisées
- 227 vaccinations contre la Grippe
- 16 participations à des CHSCT
- 26 études de postes
- 10 participations à des groupes de travail
- 11 rencontres avec les Directions des collectivités

L'année 2021 a été encore une fois une année très difficile pour le personnel du service de médecine, la pandémie a empêché de travailler dans des conditions optimales. Le nombre de visites a été impacté, le protocole de nettoyage et d'aération entre chaque visite a été strictement respecté. La mise en place du logiciel MEDTRA a permis d'informatiser tous les dossiers des agents reçus en visites et simplifier la tâche de tout le personnel médical.

■ PRÉVENTION

- 126 collectivités (soit environ 12 000 agents) ont conventionné avec le Service Prévention, dont
 - 11 collectivités non affiliées (Région PACA, CNFPT 84, Avignon, Cavaillon + CCAS, Carpentras + CCAS, Orange + CCAS, Le Pontet + CCAS)
 - Les 13 intercommunalités du département
- Nouvelles adhésions 2021 : Ansois, Saint Romain en Viennois, Valleron, Viens, CNFPT 84

■ ACCOMPAGNEMENTS POUR LES COLLECTIVITÉS ADHÉRENTES :

- 227 accompagnements ont été réalisés dans les collectivités adhérentes au Service Prévention :
 - 71 réunions de travail (direction) et sensibilisations thématiques (encadrants et agents)
 - 56 visites d'inspection ACFI
 - 41 participations aux CHSCT
 - 19 réunions d'élaboration du Document Unique
 - 2 mises en œuvre de diagnostic des risques psychosociaux avec la psychologue du travail
 - 23 études de maintien dans l'emploi (études de poste, PPR, reclassement)
 - 15 actions en milieu professionnel (collaboration avec le service de Médecine Préventive du CDG84)



■ DYNAMIQUE DE TERRITOIRE

De multiples actions ont été pilotées sur le Département pour promouvoir la Culture de la Prévention, dont :
Animation de 8 rencontres réseau des acteurs de la prévention par territoire intercommunal

- Grand Avignon : 9 collectivités
- COVE : 15 collectivités
- CC Pays d'Apt Luberon : 10 collectivités
- CC Pays des Sorgues et Monts de Vaucluse : 5 collectivités
- CC Vaison Ventoux + CC Enciave des Papes et Pays de Grignan : 6 collectivités
- CC Sorgues du Comtat : 5 collectivités
- CI Sud Luberon : 8 collectivités
- Réalisation de 2 sessions de formation continue des Assistants de Prévention : 18 Assistants de Prévention formés
- Animation de 2 webinaires sur la Gestion de la Crise Sanitaire : 86 agents participants (DGS, DRH, prévention)

■ POLITIQUE HANDICAP

La Politique Handicap du CDG84 a été réaffirmée par un nouveau conventionnement triennal avec le FIPNFP (Fonds d'Insertion pour les Personnes Handicapées dans la Fonction Publique).

(Convention 2020-2023)

- **Axe 1 : Qualifier les acteurs des collectivités (RH, encadrants, tuteurs) formation à la Déclaration Obligatoire de l'Emploi des Travailleurs Handicapés et au montage de dossier des aides financières du FIPNFP : 12 agents RH formés**
- **Axe 2 : Favoriser l'insertion des Travailleurs Handicapés dans les collectivités - Conventionnement avec CAP EMPLOI 84 pour coordonner les actions du territoire**
- **Axe 3 : Favoriser le maintien dans l'emploi et le reclassement - 23 études de maintien dans l'emploi (études de poste, PPR, reclassement)**
- **Axe 4 : Favoriser le recrutement d'apprentis dans les collectivités - 2 contrats signés et 1 contrat pérennisé (recrutement suite à l'apprentissage)**

ZOOM SUR



DSI La poursuite de la transformation digitale et le renforcement de la sécurité :



■ MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DE NUMÉRISATION

La DSI a poursuivi ses efforts de numérisation des services en particulier à destination des collectivités et établissements publics affiliés et adhérents, avec notamment l'ouverture de la plateforme en ligne « Extranet Carrières » à destination des collectivités :

- › Ouverture progressive aux collectivités et établissements de moins de 30 puis de 30 à 50 agents.
- › Mise en œuvre de la gestion numérique des CT et CAP via cette nouvelle plateforme, en interne sur 2021 et qui a vocation à se poursuivre vers la dématérialisation complète en 2022

Dans cette dynamique de développement des services numériques, la DSI a également accompagné la montée en puissance du service de Paye à Façon ainsi que le renouvellement et mise à jour de la solution de déclaration des cotisations en ligne.

■ GESTION DU PARC INFORMATIQUE ET DES DOTATIONS

D'autre part dans un contexte encore marqué par la crise sanitaire, les actions de dotations de matériels et solutions adaptées au travail en mobilité se sont poursuivies.

Cela s'est traduit par la continuité du renouvellement progressif du parc de micro-ordinateurs par des ordinateurs portables ainsi que le renouvellement de la solution de téléphonie mobile d'entreprise, permettant à la fois la fourniture d'appareils récents adaptés aux nouveaux usages ainsi qu'une réduction des coûts de fonctionnement.

Par ailleurs, face aux risques « cyber » de plus en plus prégnants, la DSI s'est mobilisée sur le renforcement continu de la sécurité du Système d'Information. Enfin, à noter sur le volet budgétaire une stabilité globale, avec une politique d'investissements réguliers qui permet, tout en modernisant l'infrastructure informatique, de maintenir une stabilité de la section de fonctionnement.

LES PROJETS 2022

■ ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Une date à retenir : le 8 décembre 2022.

Les principaux changements à noter : création d'une Commission consultative paritaire unique pour les trois catégories hiérarchiques A, B et C et fusion du Comité technique et du CHSCT pour devenir le Comité social territorial.

Dans ce cadre, et pour le compte des collectivités et établissements publics relevant de son périmètre, le Centre de gestion FPT 84 organisera ces élections lui permettant de renouveler les représentants du personnel siégeant dans les instances paritaires.

■ DES OUTILS ET DES PROJETS

- > **Panorama de l'emploi public vauclusien** : cet outil national décliné sur le territoire permettra de disposer de toutes les données relatives à l'emploi public dans le département et d'identifier ainsi les métiers en tension ou de prévoir les dispositifs d'accompagnement en conséquence.
- > **Développement de l'apprentissage** : Le CDG 84 souhaite s'engager dans une démarche afin d'inciter le développement de l'apprentissage au sein des collectivités territoriales. Dans cet esprit, des contacts ont été pris avec des écoles, des centres de formation dans le but final d'élaborer des partenariats.

■ LA MISE À DISPOSITION ET L'UTILISATION D'UN EXTRANET CARRIÈRES, PLATEFORME D'INFORMATIONS PARTAGÉES

■ UN NOUVEL ORGANIGRAMME DES SERVICES AU 1^{ER} JUILLET 2022 À VENIR

De manière à mieux répondre aux demandes et besoins des collectivités.

■ DES PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES POUR ÊTRE AU PLUS PRÈS DES BESOINS DES COLLECTIVITÉS

- > **Accompagnement retraite** - Prestation complémentaire : comprendre les différentes réformes de retraite, étudier toutes les configurations de carrière nécessitant une expertise bien particulière et du temps, c'est pourquoi le CDG 84 a souhaité proposer une prestation complémentaire à ses missions obligatoires.
- > **Développement du service paye** : le service Paye du Pôle Carrières/Juridique sera déferé au cours de l'année 2022 à un nouveau logiciel qui permettra de travailler plus et serein, de gérer un nombre de paie plus important.
- > **Représentant laïcité** : la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 prévoit la désignation d'un référent laïcité au sein de chaque collectivité territoriale et établissement public, chargé d'apporter tout conseil utile au respect du principe de laïcité à tout fonctionnaire du chef de service qui le consulte. Le CDG 84 propose depuis 1^{er} trimestre 2022 la mise à disposition d'un référent laïcité aux collectivités affiliées comme non affiliées.
- > **Un conseil en évolution professionnelle** : cela assurera un rôle de conseil auprès des collectivités en la matière, et qui proposera des outils tels qu'une CV théorique du travail, mettra en place des ateliers thématiques.

LES PROJETS

■ PÔLE CARRIÈRES JURIDIQUE

- > **Création d'un pôle Assistance Juridique** en mesure d'accompagner les collectivités sur toutes les problématiques juridiques au 1er septembre 2022
- > **Organisation de journées d'actualités RH** sur les territoires

■ PÔLE APPUI AUX COLLECTIVITÉS

- > **Ouverture du logiciel AGIRHE carrières** aux collectivités pour la gestion de leurs... et préparation des arrêtés Centre de Gestion.
- > **Développement d'une expertise Carrières** - Paye - retraite au service des collectivités territoriales

■ PÔLE EMPLOI - CONCOURS

- > **Accompagnement « Conseil en évolution professionnelle »**
- > **Travail sur les métiers en tension** : Secrétaires de mairie
Pôle Santé Sécurité au travail

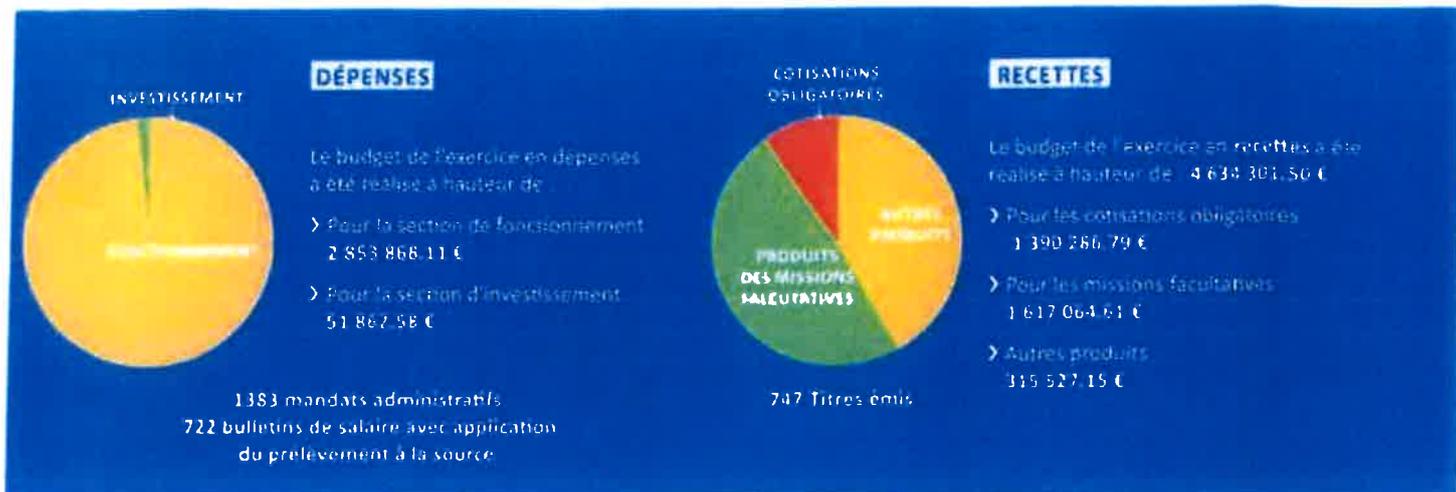
■ PÔLE INNOVATION RH

- > **Création des réseaux DGS et DRH** sur les territoires
- > **Accompagnement individuel et collectif**



EN BREF

LE BUDGET



COMMUNICATION

36 newsletters publiées

60 circulaires et 7 flash info sécurité/prévention diffusés via la newsletter

ASSISTANCE À L'ARCHIVAGE

L'activité du service n'a pas faibli cette année : les deux archivistes itinérants ont cumulé 368 jours de présence sur le terrain, que ce soit pour des missions de classement ou de diagnostic, visitant 42 collectivités territoriales et établissements publics.

2021 a été également l'année du déménagement des archives du CDG 84, auquel le service a naturellement fortement contribué. Le développement du service s'est aussi poursuivi, avec 9 diagnostics, qui ont débouché sur 8 nouveaux conventionnements.

Les premières réunions préparatoires à la mise en place d'une gestion électronique des documents au sein du Centre de gestion se sont tenues, qui sont le prélude à la prestation archiverie électronique que compte à terme proposer le service aux collectivités adhérentes.

RGD (PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES)

La mise en conformité avec le règlement général relatif à la protection des données se poursuit. Le registre fait l'objet des actualisations nécessaires, tant pour les missions obligatoires que les missions facultatives pour lesquelles le CDG est considéré comme sous-traitant.

COLLÈGE DE DÉONTOLOGIE

Le collège de déontologie du CDG84 a ainsi vu son activité augmenter : 15 saisines ont été traitées au cours de 11 réunions, sur les thématiques suivantes :

- Activité accessoire (1) - Cumul d'emploi (11)
- Demande de disponibilité pour départ vers le secteur privé (1)
- Conflit d'intérêt (1)
- Lanceur d'alerte (1)